

1613 1

## KONINKLIJKE BOODSCHAP

Aan

de Tweede Kamer der Staten-Generaal

Wij bieden U hiernevens ter overweging aan een ontwerp van Wet (en bijlagen) tot goedkeuring van de op 2 Juni 1949 te New York ondertekende Protocollen respectievelijk tot wijziging van de Internationale Regeling tot bestrijding van de zogenaamde handel in vrouwen en meisjes, ondertekend te Parijs op 18 Mei 1904, en van het Verdrag tot bestrijding van de zogenaamde handel in vrouwen en meisjes, ondertekend te Parijs op 4 Mei 1910, alsmede tot wijziging van de Regeling tot beteugeling van de verspreiding van onttuchtige uitgaven, ondertekend te Parijs op 4 Mei 1910.

De toelichtende memorie, die het Wetsontwerp vergezelt, bevat de gronden waarop het rust.

En hiermede bevelen Wij U in Godes heilige bescherming.

Val d'Isère, 4 April 1950.

JULIANA.

1613 2

## ONTWERP VAN WET

WIJ JULIANA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Allen, die deze zullen zien of horen lezen, saluut! doen te weten:

Alzo Wij in overweging genomen hebben, dat de vanwege Ons op 2 Juni 1949 te New York ondertekende protocollen, respectievelijk tot wijziging van de Internationale Regeling tot bestrijding van de zogenaamde handel in vrouwen en meisjes, ondertekend te Parijs op

18 Mei 1904 (*Staatsblad* 1907, No. 79), en van het Verdrag tot bestrijding van de zogenaamde handel in vrouwen en meisjes, ondertekend te Parijs op 4 Mei 1910 (*Staatsblad* 1912, No. 355), alsmede tot wijziging van de Regeling tot beteugeling van de verspreiding van onttuchtige uitgaven, ondertekend te Parijs op 4 Mei 1910 (*Staatsblad* 1912, No. 217), alvorens te kunnen worden bekrachtigd, ingevolge artikel 60, lid 2, der Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal behoeven:

Zo is het, dat Wij, de Raad van State gehoord, en met gemeen overleg der Staten-Generaal, hebben goedgevonden en verstaan, gelijk Wij goedvinden en verstaan bij deze:

## Artikel 1

De Protocollen respectievelijk tot wijziging van de Internationale Regeling tot bestrijding van de zogenaamde handel in vrouwen en meisjes, ondertekend te Parijs op 18 Mei 1904, en van het Verdrag tot bestrijding van de zogenaamde handel in vrouwen en meisjes, ondertekend te Parijs op 4 Mei 1910, alsmede tot wijziging van de Regeling tot beteugeling van de verspreiding van onttuchtige uitgaven, ondertekend te Parijs op 4 Mei 1910, welke Protocollen vanwege Ons op 2 Juni 1949 te New York zijn ondertekend en waarvan de Franse tekst, alsmede een vertaling in het Nederlands in afdruk nevens deze wet zijn gevoegd, worden goedgekeurd.

## Artikel 2

Deze wet treedt in werking met ingang van de dag na die harer afkondiging.

Lasten en bevelen, dat deze in het *Staatsblad* zal worden geplaatst, en dat alle Ministeriële Departementen, Autoriteiten, Colleges en Ambtenaren, wie zulks aangaat, aan de nauwkeurige uitvoering de hand zullen houden.

Gegeven

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*

*De Minister van Justitie,*

*De Minister voor Uniezaken  
en Overzeese Rijksdelen,*

*De Minister zonder Portefeuille,*

## BIJLAGE I

**PROTOCOLE AMENDANT L'ARRANGEMENT INTERNATIONAL EN VUE D'ASSURER UNE PROTECTION EFFICACE CONTRE LE TRAFIC CRIMINEL CONNU SOUS LE NOM DE TRAITE DES BLANCHES, SIGNE A PARIS LE 18 MAI 1904, ET LA CONVENTION INTERNATIONALE RELATIVE A LA REPRESSION DE LA TRAITE DES BLANCHES, SIGNEE A PARIS LE 4 MAI 1910**

Les Etats Parties au présent Protocole, considérant qu'en vertu de l'Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu le nom de traite des blanches, signé à Paris le 18 mai 1904, et de la Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches, signée à Paris le 4 mai 1910, le Gouvernement de la République française était investi de certaines fonctions: considérant que ledit Gouvernement a spontanément offert de transférer à l'Organisation des Nations Unies les fonctions qu'il exerce en vertu des accords susmentionnés; et considérant qu'il est opportun qu'elles soient assumées désormais par l'Organisation des Nations Unies, sont convenus des dispositions suivantes:

## Article premier

Les Etats Parties au présent Protocole prennent l'engagement qu'entre eux-mêmes, chacun en ce qui concerne les instruments auxquels il est Partie, et conformément aux dispositions du présent Protocole, ils attribueront plein effet juridique aux amendements à ces instruments contenus dans l'Annexe au présent Protocole, les mettront en vigueur et en assureront l'application.

## Article 2

Le Secrétaire général préparera les textes de l'Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches du 18 mai 1904, et de la Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches du 4 mai 1910, révisés conformément au présent Protocole et en transmettra, à titre d'information, des copies au Gouvernement de chaque Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'au Gouvernement de chaque Etat non Membre à la signature ou à l'acceptation duquel le présent Protocole est ouvert. Il invitera également les Etats Parties à l'un quelconque des instruments susmentionnés à appliquer le texte amendé de ce ou ces instruments dès l'entrée en vigueur des amendements, même s'ils n'ont pas encore pu devenir Parties au présent Protocole.

## Article 3

Le présent Protocole sera ouvert à la signature ou à l'acceptation de tous les Etats Parties à l'Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches du 18 mai 1904 ou à la Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches du 4 mai 1910, auxquels le Secrétaire général aura communiqué, à cet effet, un exemplaire du présent Protocole.

## Article 4

Les Etats pourront devenir Parties au présent Protocole:

- a. En le signant sans réserve quant à l'acceptation;
- b. En le signant sous réserve d'acceptation et en l'acceptant ultérieurement;
- c. En l'acceptant.

L'acceptation s'effectuera par le dépôt d'un instrument formel auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

## Article 5

Le présent Protocole entrera en vigueur à la date à laquelle deux ou plusieurs Etats seront devenus Parties audit Protocole.

Les amendements contenus dans l'Annexe au présent Protocole entreront en vigueur, en ce qui concerne l'Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches du 18 mai 1904, lorsque vingt Etats Parties audit Arrangement seront devenus Parties au présent Protocole; et, en ce qui concerne la Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches du 4 mai 1910, lorsque vingt des Etats qui y sont Parties seront devenus Parties au présent Protocole; et, en conséquence, tout Etat qui deviendra Partie, soit à l'Arrangement, soit à la Convention après que les amendements s'y rapportant seront entrés en vigueur, deviendra Partie à l'Arrangement ou à la Convention ainsi amendés.

## Article 6

Dès l'entrée en vigueur des amendements contenus dans l'Annexe au présent Protocole et relatifs, soit à l'Arrangement, soit à la Convention, le Gouvernement français déposera auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies l'original de celui des deux accords auquel ont trait lesdits amendements, ainsi que les différents documents dont il avait la garde en vertu des fonctions qu'il exerçait.

## Article 7

Conformément aux dispositions du paragraphe premier de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies et au règlement adopté par l'Assemblée générale pour l'application de ce texte, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est autorisé à enregistrer le présent Protocole ainsi que les amendements apportés à l'Arrangement et à la Convention par le présent Protocole, aux dates respectives de leur entrée en vigueur, et à publier, aussitôt que possible après leur enregistrement, le Protocole et le texte amendé de l'Arrangement et de la Convention.

## Article 8

Le présent Protocole, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé aux archives du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. L'Arrangement et la Convention qui seront amendés conformément à l'Annexe ayant été rédigés seulement en français, le texte français de l'Annexe fera foi et les textes anglais, chinois, espagnol et russe seront considérés comme des traductions. Une copie certifiée conforme du Protocole, y compris l'Annexe, sera envoyée par le Secrétaire général à chacun des Etats Parties à l'Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches du 18 mai 1904, ou à la Convention internationale pour la répression de la traite des blanches du 4 mai 1910, ainsi qu'à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leur signature respective.

Fait à Lake Success, New-York, le 4 Mai 1949.

**ANNEXE AU PROTOCOLE AMENDANT L'ARRANGEMENT INTERNATIONAL EN VUE D'ASSURER UNE PROTECTION EFFICACE CONTRE LE TRAFIC CRIMINEL CONNU SOUS LE NOM DE TRAITE DES BLANCHES, SIGNÉE A PARIS LE 18 MAI 1904, ET LA CONVENTION INTERNATIONALE RELATIVE A LA REPRESSION DE LA TRAITE DES BLANCHES, SIGNÉE A PARIS LE 4 MAI 1910**

1. *Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches, signé à Paris le 18 mai 1904.*

L'article 7 sera rédigé comme suit:

„Les Etats non-signataires sont admis à adhérer au présent Arrangement. A cet effet, ils notifieront leur intention au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en donnera connaissance à tous les Etats contractants ainsi qu' à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.”

2. *Convention internationale relative à la répression de la traite des blanches, signée à Paris le 4 mai 1910.*

L'article 4 sera rédigé comme suit:

„Les Parties contractantes se communiqueront, par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, les lois qui auraient déjà été rendues, ou qui viendraient à l'être, dans leurs Etats relativement à l'objet de la présente Convention.”

A l'article 8, le premier paragraphe sera rédigé comme suit:

„Les Etats non-signataires seront admis à adhérer à la présente Convention. A cet effet, ils notifieront leur intention par un acte qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en enverra copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et les avisera en même temps de la date du dépôt. Il sera donné

aussi, dans ledit acte de notification, communication des lois rendues dans l'Etat adhérent, relativement à l'objet de la présente Convention.”

A l'article 10, le deuxième paragraphe sera rédigé comme suit:

„La dénonciation sera notifiée par un acte qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en enverra copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, et la avisera en même temps de la date du dépôt.”

A l'article 11, le premier paragraphe sera rédigé comme suit:

„Si un Etat contractant désire la mise en vigueur de la présente Convention dans une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en enverra copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et les avisera en même temps de la date du dépôt.”

Le cinquième paragraphe sera rédigé comme suit:

„La dénonciation de la Convention par un des Etats contractants pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, s'effectuera dans les formes et conditions déterminées au premier alinéa du présent article. Elle portera effet douze mois après la date du dépôt de l'acte de dénonciation dans les archives de l'Organisation des Nations Unies.”

Pour le Royaume de Belgique:

Sous réserve d'approbation  
F. VAN LANGENHOVE  
20 mai 1949

Pour le Brésil:

JOAO CARLOS MUNIZ  
ad referendum  
4 de Maio de 1949

Pour le Canada:

A. G. L. MC NAUGHTON  
4 May 1949

Pour la Chine:

CHANG PENG CHUN  
4th May 1949

Pour Cuba:

GUSTAVO GUTIERREZ  
mayo 4, 1949  
ad referendum

Pour la Tchécoslovaquie:

Subject to ratification  
DR. ADOLF HOFFMEISTER  
May 9th, 1949

Pour l'Egypte:

Sous réserve de ratification  
A. M. KACHABA  
9-5-49

Pour la France:

J. CHAUVEL  
5 mai 1949

Pour l'Inde:

Subject to acceptance  
M. C. SETALVAD  
12-5-49

Pour l'Irak:

T. SWAIDY  
June 1/1949

Pour le Grand Duché de Luxembourg:

Ad referendum  
PIERRE PESCATORE  
4 mai 1949

Pour le Royaume de Norvège:

ARNE SUNDE  
4th of May 1949

Pour le Pakistan:

Subject to ratification  
ZAFRULLA KHAN  
5.13.49

Pour le Royaume des Pays-Bas:

2 juin 1949  
Sous réserve de ratification  
J. W. M. SNOUCK HURGRONJE

Pour la Turquie:

Sous réserve d'acceptation  
4 mai 1949  
SELIM SARPER

Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:

P. C. GORDON WALKER  
May 4th 1949

Pous les États-Unis d'Amérique:

Subject to acceptance,  
WARREN R. AUSTIN  
May 4, 1949

Pour la Yougoslavie:

4/V-49  
Sous réserve de ratification  
V. POPOVIC

## BIJLAGE II

**PROTOCOLE AMENDANT L'ARRANGEMENT RELATIF A LA REPRESSION DE LA CIRCULATION DES PUBLICATIONS OBSCENES, SIGNE A PARIS LE 4 MAI 1910**

Les Etats Parties au présent Protocole considérant qu'en vertu de l'Arrangement relatif à la répression de la circulation des publications obscènes, signé à Paris le 4 mai 1910, le Gouvernement de la République française était investi de certaines fonctions; considérant que ledit Gouvernement a spontanément offert de transférer à l'Organisation des Nations Unies les fonctions qu'il exerce en vertu de l'Arrangement susmentionné; et considérant qu'il est opportun qu'elles soient assumées désormais par l'Organisation des Nations Unies; sont convenus des dispositions suivantes:

**Article premier**

Les Etats Parties au présent Protocole prennent l'engagement qu'entre eux-mêmes, et conformément aux dispositions du présent Protocole, ils attribueront plein effet juridique aux amendements à cet instrument contenus dans l'Annexe au présent Protocole, les mettront en vigueur et en assureront l'application.

**Article 2**

Le Secrétaire général préparera le texte de l'Arrangement du 4 mai 1910 relatif à la répression de la circulation des publications obscènes, révisé conformément au présent Protocole et en transmettra, à titre d'information, des copies au Gouvernement de chaque Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'au Gouvernement de chaque Etat non Membre à la signature ou à l'acceptation duquel le présent Protocole est ouvert. Il invitera également les Etats Parties à l'Arrangement susmentionné à appliquer le texte amendé de cet instrument dès l'entrée en vigueur des amendements, même s'ils n'ont pas encore pu devenir Parties au présent Protocole.

**Article 3**

Le présent Protocole sera ouvert à la signature ou à l'acceptation de tous les Etats Parties à l'Arrangement du 4 mai 1910 relatif à la répression de la circulation des publications obscènes, auxquels le Secrétaire général aura communiqué, à cet effet, un exemplaire du présent Protocole.

**Article 4**

Les Etats pourront devenir Parties au présent Protocole:

- a. En le signant sans réserve quant à l'acceptation
- b. En le signant sous réserve d'acceptation et en l'acceptant ultérieurement;
- c. En l'acceptant.

L'acceptation s'effectuera par le dépôt d'un instrument formel auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

**Article 5**

Le présent Protocole entrera en vigueur à la date à laquelle deux ou plusieurs Etats seront devenus Parties audit Protocole.

Les amendements contenus dans l'Annexe au présent Protocole entreront en vigueur, en ce qui concerne l'Arrangement du 4 mai 1910 relatif à la répression de la circulation des publications obscènes, lorsque treize Etats Parties audit Arrangement seront devenus Parties au présent Protocole et, en conséquence, tout Etat qui deviendra Partie à l'Arrangement après que les amendements s'y rapportant seront entrés en vigueur, deviendra Partie à l'Arrangement ainsi amendé.

**Article 6**

Dès l'entrée en vigueur des amendements contenus dans l'Annexe au présent Protocole, le Gouvernement français déposera auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies l'original de l'Arrangement ainsi que les différents documents dont il avait la garde en vertu des fonctions qu'il exerçait.

**Article 7**

Conformément aux dispositions du paragraphe premier de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies et au règlement adopté par l'Assemblée générale pour l'application de ce texte, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est autorisé à enregistrer le présent Protocole ainsi que les amendements apportés à l'Arrangement par le présent Protocole, aux dates respectives de leur entrée en vigueur, et à publier, aussitôt que possible après leur enregistrement, le Protocole et le texte amendé de l'Arrangement.

**Article 8**

Le présent Protocole, dont les textes anglais, chinois, espagnols, français et russe font également foi, sera déposé aux archives du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. L'Arrangement qui sera amendé conformément à l'Annexe ayant été rédigé seulement en français, le texte français de l'Annexe fera foi et les textes anglais, chinois, espagnols et russe seront considérés comme des traductions. Une copie certifiée conforme du Protocole, y compris l'Annexe, sera envoyée par le Secrétaire général à chacun des Etats Parties à l'Arrangement du 4 mai 1910 relatif à la répression de la circulation des publications obscènes, ainsi qu'à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leur signature respective.

Fait à Lake Success, New-York, le 4 Mai 1949.

**ANNEXE AU PROTOCOLE AMENDANT L'ARRANGEMENT RELATIF A LA REPRESSION DE LA CIRCULATION DES PUBLICATIONS OBSCENES, SIGNE A PARIS LE 4 MAI 1910**

A l'article premier, le paragraphe final sera rédigé comme suit:

„Les Gouvernements contractants se feront connaître mutuellement, par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, l'autorité établie ou désignée conformément au présent article.”

L'article 4 sera rédigé comme suit:

„Les Etats non signataires sont admis à adhérer au présent Arrangement. Ils notifieront leur intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en enverra

copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Six mois après cette date, l'Arrangement entrera en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'Etat adhérent, qui deviendra ainsi Etat contractant."

A l'article 5, le troisième paragraphe sera rédigé comme suit:

„La dénonciation sera notifiée par un acte qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en enverra copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et les avisera en même temps de la date du dépôt."

A l'article 7, le premier paragraphe sera rédigé comme suit:

„Si un Etat contractant désire la mise en vigueur du présent Arrangement dans une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les archives de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en enverra copie certifiée conforme à chacun des Etats contractants et à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et les avisera en même temps de la date du dépôt."

Le troisième paragraphe sera rédigé comme suit:

„La dénonciation de l'Arrangement par un des Etats contractants pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, s'effectuera dans les formes et conditions déterminées au premier alinéa du présent article. Elle portera effet douze mois après la date du dépôt de l'acte de dénonciation dans les archives de l'Organisation des Nations Unies."

Pour le Royaume de Belgique:

Sous réserve d'approbation  
F. VAN LANGENHOVE  
20 mai 1949

Pour le Brésil:

JOAO CARLOS MUNIZ  
ad referendum  
4 de Maio de 1949

Pour le Canada:

A. G. L. MC NAUGHTON  
4 May 1949

Pour la Chine:

CHANG PENG CHUN  
4th May 1949

Pour la Colombie:

Con reserva de la aprobación legislativa  
R. URDANETA ARBELÁEZ  
Junio 1 de 1949

Pour Cuba:

GUSTAVO GUTIERREZ  
mayo 4, 1949  
ad referendum

Pour la Tchécoslovaquie:

Subject to ratification  
DR. ADOLF HOFFMEISTER  
May 9th, 1949

Pour l'Egypte:

Sous réserve de ratification  
A. M. KACHABA  
9-5-49

Pour le Salvador:

Ad referendum  
M. RAFAEL URQUIA  
5 de mayo de 1949

Pour la France:

J. CHAUVEL  
5 mai 1949

## Pour l'Inde:

Subject to acceptance  
M. C. SETALVAD  
12/5/49

## Pour l'Irak:

Subject to ratification  
T. SWAIDY  
June 1, 1949

## Pour le Grand Duché de Luxembourg:

Ad referendum  
PIERRE PESCATORE  
4 mai 1949

## Pour le Royaume de Norvège:

ARNE SUNDE  
4th of May 1949

## Pour le Pakistan:

Subject to ratification  
ZAFRULLA KHAN  
5.13.49

## Pour le Royaume des Pays-Bas:

2 juin 1949  
Sous réserve de ratification  
J. W. M. SNOUCK HURGRONJE

## Pour la Turquie:

Sous réserve d'acceptation  
4 mai 1949  
SELIM SARPER

## Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

En signant le présent protocole, le Gouvernement de  
l'Union der Républiques socialistes soviétiques déclare  
qu'il n'accepte pas l'article 7 de l'annexe audit protocole.  
Le 14 mai 1949  
A. GROMYKO

## Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:

P. C. GORDON WALKER  
May 4th 1949

## Pous les États-Unis d'Amérique:

Subject to acceptance,  
WARREN R. AUSTIN  
May 4, 1949

## Pour la Yougoslavie:

4/V-49  
Sous réserve de ratification  
V. POPOVIC

## BIJLAGE III

## VERTALING

**PROTOCOL TOT WIJZIGING VAN DE INTERNATIONALE REGELING TOT BESTRIJDING VAN DE ZOGENAAMDE HANDEL IN VROUWEN EN MEISJES, ONDERTEKEND TE PARIJS OP 18 MEI 1904, EN VAN HET VERDRAG TOT BESTRIJDING VAN DE ZOGENAAMDE HANDEL IN VROUWEN EN MEISJES, ONDERTEKEND TE PARIJS OP 4 MEI 1910**

De Partijen bij dit Protocol, overwegende, dat krachtens de Internationale Regeling tot bestrijding van de zogenaamde handel in vrouwen en meisjes, ondertekend te Parijs op 18 Mei 1904, en het Verdrag tot bestrijding van de zogenaamde handel in vrouwen en meisjes, ondertekend te Parijs op 4 Mei 1910, de Regering van de Franse Republiek belast was met zekere functies; overwegende, dat genoemde Regering heeft aangeboden de door haar krachtens voornoemde Overeenkomsten uitgeoefende functies over te dragen aan de Verenigde Naties en overwegende, dat het dienstig is, dat de Verenigde Naties deze functies van nu af op zich nemen, komen hierbij als volgt overeen:

## Artikel 1

De Partijen bij dit Protocol verbinden zich om ten opzichte van elkander, ieder voorzover betreft de Akten, waarbij zij Partij is, en overeenkomstig de bepalingen van dit Protocol, volledige rechtskracht toe te kennen aan de wijzigingen van de Akten, welke in de Bijlage van dit Protocol zijn vermeld, alsmede om deze in werking te doen treden en de toepassing er van te verzekeren.

## Artikel 2

De Secretaris-Generaal stelt de tekst op van de Internationale Regeling van 18 Mei 1904 tot bestrijding van de zogenaamde handel in vrouwen en meisjes en van het Verdrag van 4 Mei 1910 tot bestrijding van de zogenaamde handel in vrouwen en meisjes, als herzien overeenkomstig dit Protocol, en zendt afschriften hiervan ter kennisneming aan de Regeringen van elk Lid van de Verenigde Naties en van elke Staat niet-Lid, door wie dit Protocol kan worden ondertekend of aanvaard. Hij nodigt Partijen bij de Akten, welke ingevolge dit Protocol gewijzigd moeten worden, uit, de gewijzigde tekst van deze Akten toe te passen, zodra de wijzigingen van kracht zijn geworden, zelfs indien zij nog niet in staat zijn geweest Partij bij dit Protocol te worden.

## Artikel 3

Dit Protocol kan ondertekend of aanvaard worden door alle Partijen bij de Internationale Regeling van 18 Mei 1904 tot bestrijding van de zogenaamde handel in vrouwen en meisjes en bij het Verdrag van 18 Mei 1910 tot bestrijding van de zogenaamde handel in vrouwen en meisjes, aan wie de Secretaris-Generaal te dien einde een afschrift van dit Protocol heeft toegezonden.

## Artikel 4

Staten kunnen Partij worden bij dit Protocol door:

- a. ondertekening zonder voorbehoud van aanvaarding;
- b. ondertekening met voorbehoud van aanvaarding, gevolgd door aanvaarding;
- c. aanvaarding.

Aanvaarding geschiedt door het nederleggen van een officiële akte bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.

## Artikel 5

Dit Protocol treedt in werking op de dag, waarop twee of meer Staten hierbij Partij zijn geworden.

De wijzigingen, vermeld in de bijlage van dit Protocol, worden van kracht voor de Internationale Regeling van 18 Mei 1904 tot bestrijding van de zogenaamde handel in vrouwen en meisjes, wanneer twintig Partijen bij bedoelde Overeenkomst Partij zijn geworden bij dit Protocol; voor het Verdrag van 4 Mei 1910 tot bestrijding van de zogenaamde handel in vrouwen en meisjes, wanneer twintig Partijen bij dat Verdrag Partij zijn geworden bij dit Protocol; diensgevolge wordt elke Staat, die Partij wordt bij de Regeling of bij het Verdrag, nadat de voornoemde wijzigingen van kracht zijn geworden, Partij bij de Regeling of bij het Verdrag aldus gewijzigd.

## Artikel 6

Nadat de wijzigingen, vermeld in de bijlage van dit Protocol en betrekking hebbende, hetzij op de Regeling, hetzij op het Verdrag, van kracht zijn geworden, zal de Franse Regering het origineel van diegene der twee Overeenkomsten, waarop de voornoemde wijzigingen betrekking hebben, nederleggen bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties, tezamen met de verschillende stukken, welke onder haar bewaring berustten krachtens de door haar uitgeoefende functies.

## Artikel 7

Overeenkomstig lid 1 van artikel 102 van het Handvest van de Verenigde Naties en de daaruit voortvloeiende bepalingen, als aangenomen door de Algemene Vergadering, is de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties gemachtigd dit Protocol en de wijzigingen, bij dit Protocol aangebracht in de Regeling en in het Verdrag, te registreren op de onderscheidene data, waarop deze wijzigingen van kracht worden, en het Protocol benevens de gewijzigde Regeling en het gewijzigde Verdrag zo spoedig mogelijk na de registratie bekend te maken.

## Artikel 8

Dit Protocol, waarvan de Chinese, de Engelse de Franse, de Russische en de Spaanse tekst gelijkelijk authentiek zijn, wordt nedergelegd in het archief van het Secretariaat van de Verenigde Naties. Daar de Regeling en het Verdrag, welke overeenkomstig de Bijlage moeten worden gewijzigd, slechts in de Franse taal zijn opgesteld, is de Franse tekst van de bijlage authentiek en zijn de Chinese, de Engelse, de Russische en de Spaanse tekst vertalingen daarvan. Een gewaarmerkt afschrift van het Protocol met de Bijlage wordt door de Secretaris-Generaal gezonden aan alle Partijen bij de Internationale Regeling van 18 Mei 1904 tot bestrijding van de zogenaamde handel in vrouwen en meisjes en bij het Verdrag van 4 Mei 1910 tot bestrijding van de zogenaamde handel in vrouwen en meisjes, alsmede aan alle Leden van de Verenigde Naties.

Ten blijk waarvan de Ondergetekenden, hiertoe behoorlijk gemachtigd door hun onderscheidene Regeringen, dit Protocol hebben ondertekend op de datum, welke naast hun onderscheidene handtekeningen staat.

Gedaan te Lake Succes, New York, de 4 Mei 1949.

(Voor de ondertekening zie Bijlage I van het ontwerp van wet.)

**BIJLAGE VAN HET PROTOCOL TOT WIJZIGING VAN DE INTERNATIONALE REGELING TOT BESTRIJDING VAN DE ZOGENAAMDE HANDEL IN VROUWEN EN MEISJES, ONDERTEKEND TE PARIJS OP 18 MEI 1904, EN VAN HET VERDRAG TOT BESTRIJDING VAN DE ZOGENAAMDE HANDEL IN VROUWEN EN MEISJES, ONDERTEKEND TE PARIJS OP 4 MEI 1910**

1. *Internationale Regeling tot bestrijding van de zogenaamde handel in vrouwen en meisjes, ondertekend te Parijs op 18 Mei 1904.*

*Artikel 7* wordt gelezen:

„Staten, welke niet ondertekend hebben, kunnen tot deze Regeling toetreden. Te dien einde geven zij kennis van hun voornemen aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties, die alle Verdragsluitende Staten en alle Leden van de Verenigde Naties hiervan in kennis zal stellen.”

2. *Verdrag tot bestrijding van de zogenaamde handel in vrouwen en meisjes, ondertekend te Parijs op 4 Mei 1910.*

„De Verdragsluitende Partijen doen, door tussenkomst van de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties, elkander mededeling van de wetten, welke in haar land reeds zijn afgekondigd of in de toekomst zullen worden afgekondigd met betrekking tot het onderwerp van dit Verdrag.

*Artikel 8*, lid 1, wordt gelezen:

„Staten, die niet ondertekend hebben, kunnen toetreden tot dit Verdrag. Zij geven tot dat doel van hun voornemen kennis door middel van een akte, welke wordt nedergelegd in het archief van de Verenigde Naties. De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties zendt een gewaarmerkt afschrift van die akte aan elk van de Verdragsluitende Staten en aan alle Leden van de Verenigde Naties en deelt dezen te zelfder tijd de datum der nederlegging mede. In bedoelde ake van kennisgeving wordt tevens mededeling gedaan van de in de toetredende Staat met betrekking tot het onderwerp van dit Verdrag uitgevaardigde wetten.”

*Artikel 10*, lid 2, wordt gelezen:

„De kennisgeving van opzegging geschiedt door een akte, welke wordt nedergelegd in het archief van de Verenigde Naties. De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties doet van die akte een gewaarmerkt afschrift toekomen aan elk van de Verdragsluitende Staten en aan alle Leden van de Verenigde Naties en deelt deze te zelfder tijd de datum der nederlegging mede.”

*Artikel 11*, lid 1, wordt gelezen:

„Indien een van de Verdragsluitende Staten wenst, dat dit Verdrag in werking zal treden in een of meer van zijn koloniën, bezittingen of consulaire rechterlijke ressorten, geeft hij met dat doel van zijn voornemen kennis door een akte, die wordt nedergelegd in het archief van de Verenigde Naties. De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties doet van die akte een gewaarmerkt afschrift aan elk van de Verdragsluitende Staten en aan alle Leden van de Verenigde Naties toekomen en deelt deze te zelfder tijd de datum der nederlegging mede.”

*Artikel 11*, lid 5, wordt gelezen:

„De opzegging van het Verdrag door een van de Verdragsluitende Staten voor een of meer van zijn koloniën, bezittingen of consulaire rechterlijke ressorten geschiedt in de vormen en onder de voorwaarden, bepaald in het eerste lid van dit artikel. Zij heeft gevolg twaalf maanden na de datum van de nederlegging der akte van opzegging in het archief van de Verenigde Naties.”

## BIJLAGE IV

## VERTALING

**PROTOCOL TOT WIJZIGING VAN DE REGELING TOT BETEUGELING VAN DE VERSPREIDING VAN ONTUCHTIGE  
UITGAVEN, ONDERTEKEND TE PARIJS OP 4 MEI 1910**

De Partijen bij dit Protocol, overwegende, dat krachtens de Regeling tot beteugeling van de verspreiding van ontuchtige uitgaven, ondertekend te Parijs op 4 Mei 1910, de Regering van de Franse Republiek belast was met zekere functies; overwegende, dat genoemde Regering heeft aangeboden de door haar krachtens voornoemde Regeling uitgeoefende functies over te dragen aan de Verenigde Naties, en overwegende, dat het dienstig is, dat de Verenigde Naties deze functies van nu af op zich nemen, komen hierbij als volgt overeen:

## Artikel 1

De Partijen bij dit Protocol verbinden zich om ten opzichte van elkander, overeenkomstig de bepalingen van dit Protocol, volledige rechtskracht toe te kennen aan de wijzigingen van deze Akte, welke in de bijlage van dit Protocol zijn vermeld, alsmede om deze in werking te doen treden en de toepassing er van te verzekeren.

## Artikel 2

De Secretaris-Generaal stelt de tekst op van de Regeling van 4 Mei 1910 tot beteugeling van de verspreiding van ontuchtige uitgaven, als herzien overeenkomstig dit Protocol, en zendt afschriften hiervan ter kennisneming aan de Regeringen van elk Lid van de Verenigde Naties en van elke Staat niet-Lid, door wie dit Protocol kan worden ondertekend of aanvaard. Hij nodigt Partijen bij voornoemde Regeling uit de gewijzigde tekst van deze Akte toe te passen, zodra de wijzigingen van kracht zijn geworden, zelfs indien zij nog niet in staat zijn geweest Partij bij dit Protocol te worden.

## Artikel 3

Dit Protocol kan ondertekend of aanvaard worden door alle Partijen bij de Regeling van 4 Mei 1910 tot beteugeling van de verspreiding van ontuchtige uitgaven, aan wie de Secretaris-Generaal te dien einde een afschrift van dit Protocol heeft toegezonden.

## Artikel 4

Staten kunnen Partij worden bij dit Protocol door:

- a. ondertekening zonder voorbehoud van aanvaarding;
- b. ondertekening met voorbehoud van aanvaarding, gevolgd door aanvaarding;
- c. aanvaarding.

Aanvaarding geschiedt door het nederleggen van een officiële akte bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties.

## Artikel 5

Dit Protocol treedt in werking op de dag, waarop twee of meer Staten hierbij Partij zijn geworden.

De wijzigingen, vermeld in de Bijlage van dit Protocol worden van kracht voor de Regeling van 4 Mei 1910 tot beteugeling van de verspreiding van ontuchtige uitgaven, wanneer dertien Partijen bij deze Regeling Partij zijn geworden bij dit Protocol; dientengevolge wordt elke Staat, die Partij wordt bij de Regeling, nadat de voornoemde wijzigingen van kracht zijn geworden, Partij bij de Regeling aldus gewijzigd.

## Artikel 6

Nadat de wijzigingen, vermeld in de bijlage van dit Protocol, van kracht zijn geworden, zal de Franse Regering het origineel van de Regeling nederleggen bij de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties, tezamen met de verschillende stukken, welke onder haar bewaring berusten krachtens de door haar uitgeoefende functies.

## Artikel 7

Overeenkomstig lid 1 van artikel 102 van het Handvest van de Verenigde Naties en de daaruit voortvloeiende bepalingen, als aangenomen door de Algemene Vergadering, is de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties gemachtigd dit Protocol en de wijzigingen, bij dit Protocol aangebracht, in de Regeling te registreren op de onderscheidene data, waarop deze wijzigingen van kracht worden, en het Protocol benevens de gewijzigde Regeling zo spoedig mogelijk na de registratie bekend te maken.

## Artikel 8

Dit Protocol, waarvan de Chinese, de Engelse, de Franse, de Russische en de Spaanse tekst gelijkelijk authentiek zijn, wordt nedergelegd in het archief van het Secretariaat van de Verenigde Naties. Daar de Regeling, welke overeenkomstig de Bijlage moet worden gewijzigd, slechts in de Franse taal is opgesteld, is de Franse tekst van de bijlage authentiek en zijn de Chinese, de Engelse, de Russische en de Spaanse tekst vertalingen daarvan. Een gewaarmerkt afschrift van het Protocol met de bijlage wordt door de Secretaris-Generaal gezonden aan alle Partijen bij de Regeling van 4 Mei 1910 tot beteugeling van de verspreiding van ontuchtige uitgaven, alsmede aan alle Leden van de Verenigde Naties.

Ten blijke waarvan de Ondergetekenden, hiertoe behoorlijk gemachtigd door hun onderscheidene Regeringen, dit Protocol hebben ondertekend op de datum, welke naast hun onderscheidene handtekeningen staat.

Gedaan te Lake Succes, New York, de 4 Mei 1949.

*(Voor de ondertekening zie Bijlage II van het ontwerp van wet.)*

**BIJLAGE VAN HET PROTOCOL TOT WIJZIGING VAN DE REGELING TOT BETEUGELING VAN DE VERSPREIDING  
VAN ONTUCHTIGE UITGAVEN, ONDERTEKEND TE PARIJS OP 4 MEI 1910**

*Artikel 1*, laatste lid, wordt gelezen:

„De Verdragsluitende Regeringen doen door tussenkomst van de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties elkander mededeling van de overeenkomstig dit artikel ingestelde of aangewezen autoriteit.”

*Artikel 4* wordt gelezen:

„Staten, die niet ondertekend hebben, kunnen tot deze Regeling toetreden. Zij geven daartoe van hun voornemen kennis door een akte, welke wordt nedergelegd in het archief van de Verenigde Naties. De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties zendt van die akte een gewaarmerkt afschrift aan elk van de Verdragsluitende Staten en aan alle Leden van de Verenigde Naties en deelt deze tegelijkertijd de datum der nederlegging mede. Zes maanden na deze datum treedt de Regeling in werking in het gehele gebied van de toegetreden Staat, die op deze wijze een Verdragsluitende Staat wordt.”

*Artikel 5*, lid 3, wordt gelezen:

„De opzegging geschiedt door een akte, welke wordt nedergelegd in het archief van de Verenigde Naties. De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties doet een gewaarmerkt afschrift van die akte

aan elk van de Verdragsluitende Staten en aan alle Leden van de Verenigde Naties toekomen en deelt deze tegelijkertijd de datum der nederlegging mede.”

*Artikel 7*, lid 1, wordt gelezen:

„Indien een Verdragsluitende Staat wenst, dat deze Regeling in werking zal treden in een of meer van zijn koloniën, bezittingen of consulaire rechterlijke ressorten, geeft hij van zijn voornemen daartoe kennis door een akte, die wordt nedergelegd in het archief van de Verenigde Naties. De Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties doet van die akte een gewaarmerkt afschrift aan elk van de Verdragsluitende Staten en aan alle Leden van de Verenigde Naties toekomen en deelt deze tegelijkertijd de datum van nederlegging mede.”

*Artikel 7*, lid 3, wordt gelezen:

„De opzegging van de Regeling door een van de Verdragsluitende Staten voor een of meer van zijn koloniën, bezittingen of consulaire rechterlijke ressorten geschiedt in de vormen en onder de voorwaarden, bepaald in lid 1 van dit artikel. Zij heeft gevolg twaalf maanden na de datum van de nederlegging van de akte van opzegging in het archief van de Verenigde Naties.”

1613 3

MEMORIE VAN TOELICHTING

Krachtens de Internationale Regeling van 18 Mei 1904 en het Verdrag van 4 Mei 1910 tot bestrijding van de zogenaamde handel in vrouwen en meisjes, alsmede de Regeling van 4 Mei 1910 tot beteugeling van de verspreiding van ontuchtige uitgaven trad Frankrijk als „Etat dépositaire” op, d.w.z. dat b.v. bij de Franse Regering moesten worden neergelegd de akten van toetreding en opzegging.

De Franse vertegenwoordiger in de Economische en Sociale Raad van de Verenigde Naties stelde op 29 Juli 1947 voor, deze door de Franse Regering uitgeoefende functies aan de Verenigde Naties over te dragen. De Economische en Sociale Raad droeg vervolgens op 14 Augustus 1947 de Secretaris-Generaal van de V.N. op hierover een rapport uit te brengen. Op 13 Augustus 1948 aanvaardde de Economische en Sociale Raad een resolutie, waarin de Algemene Vergadering van de V.N. werd aanbevolen deze overdracht goed te keuren en waarin de Secretaris-Generaal opgedragen werd om een Protocol daartoe op te stellen, dat aan de Derde Algemene Vergadering (21 September—12 December 1948) ter goedkeuring moest worden voorgelegd.

De Derde Algemene Vergadering verwees de twee door de Secretaris-Generaal opgestelde Protocollen naar de Zesde (Juridische) Commissie, welke de Protocollen ongewijzigd goedkeurde. Vervolgens nam op 3 December 1948 de Algemene Vergadering de twee Protocollen aan. Tevens nam de Algemene Vergadering een resolutie aan, waarin werd aanbevolen, dat, in afwachting van de inwerkingtreding, de Partijen bij de Verdragen gevolg zouden geven aan de bepalingen van de Protocollen.

De Protocollen werden op 2 Juni 1949 vanwege de Nederlandse Regering ondertekend.

In de Protocollen zijn enige algemene bepalingen opgenomen, terwijl in de Bijlagen van de Protocollen de in verband met de overdracht aan te brengen wijzigingen in de bestaande Verdragen zijn vervat.

Ten aanzien van de Protocollen zelf moge het volgende worden opgemerkt.

Artikel 1 van de Protocollen geeft aan, dat de Staat, welke Partij is bij het Protocol, slechts gebonden is voor zover betreft de Verdragen, waarbij hij Partij is.

Artikel 2 nodigt de Staten uit, die Partij zijn bij de Verdragen, welke krachtens de Protocollen worden gewijzigd, de gewijzigde teksten toe te passen, zodra de wijzigingen van kracht zijn geworden, ook indien zij zelf nog geen Partij zijn bij het desbetreffende Protocol.

Artikel 5 bepaalt, dat de Protocollen van kracht worden, zodra twee of meer Staten Partij zijn geworden. De wijzigingen van de Internationale Regeling van 18 Mei 1904 en van het Verdrag van 4 Mei 1910 tot bestrijding van de zogenaamde handel in vrouwen en meisjes worden van kracht, wanneer respectievelijk twintig en dertien Partijen bij bedoelde Verdragen Partij zijn geworden bij het daarop betrekking hebbende Protocol; voor de Regeling van 4 Mei 1910 tot beteugeling van de verspreiding van ontuchtige uitgaven bedraagt dit aantal dertien.

De Staten van Suriname en die van de Nederlandse Antillen hebben verklaard tegen het wetsontwerp geen bezwaar te hebben.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*  
STIKKER.

*De Minister van Justitie,*  
WIJERS.

*De Minister voor Uniezaken  
en Overzeese Rijksdelen a.i.,*  
GÖTZEN.

*De Minister zonder Portefeuille,*  
GÖTZEN.